

L'intelligence artificielle, risque ou opportunité?

Les caisses de pensions n'échapperont pas à l'IA. Dans quelle mesure transformera-t-elle ce secteur? Quelles sont les craintes à avoir?

Indices lors de la cession d'automne des Journées de la Prévoyance.

On lui prédit un avenir incroyable. De ceux qui marquent une époque. L'intelligence artificielle, usuellement désignée par l'acronyme IA, a d'ailleurs déjà commencé à décrire les contours d'un nouveau monde. Elle devrait bien évidemment aussi avoir une incidence dans l'univers de la prévoyance professionnelle, comme l'ont confirmé les différents intervenants de la cession d'automne des Journées de la Prévoyance, qui s'est déroulée au Lausanne Palace. Olivier Lopez, professeur à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE) et co-directeur du Master Sciences Financière et Actuarielle de l'Institut Polytechnique de Paris, a en effet estimé que «l'IA a déjà et va continuer à changer durablement notre rapport aux données et à la façon de les traiter. Elle facilitera l'amélioration d'un certain nombre de tâches de gestion et de processus, mais modifiera aussi la relation assureur-assuré. Toutefois, pour que les résultats soient probants, il faut la nourrir avec un certain volume de don-

nées de qualité suffisante, sans quoi ses prédictions pourraient manquer de justesse. Le problème dans le secteur des assurances, c'est que nous disposons de moins d'informations comportementales, car les contacts avec les assurés sont limités. Il y a, en outre, la problématique des risques rares, car, par la force des choses, ils sont peu documentés. De fait, il est très important de faire beaucoup de tests de sensibilité pour que le modèle soit pertinent. Et, dans tous les cas, l'IA doit rester une aide à la décision, et non un substitut à la décision. Etant donné que le modèle n'est pas toujours juste, son utilisation dans un contexte professionnel doit être soumise à un œil critique.»

De nouveaux spécialistes

Qu'en pensent les acteurs helvétiques de la prévoyance professionnelle? Laurent Schlaefli, président d'inter-pension et directeur de Profond, l'une des plus grandes institutions de prévoyance du pays, a été le premier de la matinée à s'aventurer en

terres digitales pour évoquer les challenges et les perspectives de la branche. Pour lui, l'IA devrait avoir un vrai rôle à jouer, dans la mesure où les caisses de pensions vont être confrontées à de nombreux défis, comme la pression liée au manque de personnel qualifié ou encore la complexité croissante dans la gestion. «Notre métier va changer, et il est important d'y préparer nos collaborateurs, a-t-il expliqué. Si l'IA semble en mesure de faciliter les tâches de gestion technique ou la comptabilité, il faudra, en amont, engager de nouveaux professionnels, comme des développeurs IA, des spécialistes en business intelligence et, bien évidemment, en sécurité informatique, car la protection et la concentration des données représente un risque. Profond a déjà subi plusieurs tentatives de hacking. Nous allons tous en être victime un jour ou l'autre. L'important est d'en être conscient et de mettre le plus de barrières possibles pour que le hacker aille voir ailleurs.»

La sûreté est en effet un point capital, comme l'a aussi rappelé Olivier Lopez: «La sécurité des données devrait être structurelle, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui et risque d'engendrer des fuites. Concrètement, il convient donc de bien former le personnel, notamment aux mails frauduleux, mais aussi de se poser des questions sur le stockage chez un tiers, car même une simple question posée à l'IA en dit long sur les gens qui en sont à l'origine ou sur les stratégies des entreprises.»

Un grand potentiel

Lors d'une table ronde, Catherine Pietrini, vice-présidente de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP), a



Laurent Schlaefli, Catherine Pietrini et Bernard Perritaz



Olivier Lopez

avoué que «cela pourrait être très intéressant d'introduire une surveillance par l'IA, afin de mettre le doigt sur des situations difficilement détectables. Une surveillance basée sur des indicateurs, même sans IA, n'est toutefois pas encore mise en place partout en Suisse, mais c'est un projet en cours. Il est aussi important de relever que plusieurs lois empêchent le transfert de données entre diverses entités de l'autorité fédérale, ce qui compliquera la tâche de l'IA.»

Comme ses confrères, Bernard Perri-taz, membre du Comité de direction de Kessler & Co, voit aussi dans l'IA des risques (de piratage) et des opportunités: «Si, pour l'instant, notre expérience avec l'intelligence artificielle en matière de distribution de courrier aux bonnes personnes reste partiellement convaincante,

car le système n'est pas assez intelligent et n'apprend pas assez rapidement, l'IA possède incontestablement un grand potentiel. Elle pourrait ainsi nous aider dans les audits, dans l'optimisation de la trésorerie ou encore dans le développement d'un système d'analyse global du meilleur choix possible d'option rente/capital. En revanche, au niveau de l'assuré, il me semble important de préserver le contact humain et l'empathie. Cela dit, avant de voir si loin, il faudrait en premier lieu passer par la case digitalisation, sans quoi on devra faire un saut quantique.» Dans tous les cas, l'IA va continuer à faire parler d'elle. |

Frédéric Rein

Correspondant en Suisse romande